

Après les élections européennes : en Hongrie, la catastrophe continue

samedi 31 mai 2014, par [RYON \(du\) Bertold](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mai 2014).

Au lendemain des élections européennes, l'Anticapitaliste ouvre ses colonnes à nos correspondants internationaux. Petit tour d'horizon de la situation sociale et politique dans différents pays emblématiques du vieux continent... Ici, la Hongrie.

Dimanche 25 mai, la droite nationaliste du parti Fidesz de Viktor Orban (au pouvoir) a réussi à gagner une majorité absolue des voix des électeurs et électrices en Hongrie. Avec 51,5 % des voix, il triomphe...

Lors des législatives du 6 avril dernier, il s'était maintenu au pouvoir grâce à des charcutages et redécoupages de circonscriptions électorales, gagnant les deux tiers des sièges avec 44,5 % des suffrages. Cette fois, il peut se targuer d'avoir obtenu une majorité en voix.

Bruxelles dans le viseur du pouvoir

Pour y arriver, il a beaucoup joué sur la corde des ressentiments envers l'Union européenne, opportunément rendue responsable de tous les maux économiques et sociaux dont souffre (très réellement) la Hongrie. Le 20 mai dernier, il tonna dans un meeting contre l'UE, après que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) eut demandé aux autorités hongroises de « réexaminer » un texte de loi. En effet, en novembre 2013, le Fidesz et le parti fasciste Jobbik avait ensemble voté pour un texte qui supprime toute limitation de durée de la détention provisoire. La CEDH, qui n'est pas du tout un organe de l'Union européenne mais du Conseil de l'Europe - dont sont ainsi membres la Russie et la Turquie -, a critiqué ce texte de loi parce qu'il porte atteinte aux standards minimaux dans un État de droit.

Réponse de Viktor Orban en meeting électoral : « *C'est l'ultime preuve qu'à Bruxelles et à Strasbourg, dans l'Union européenne, les droits des criminels passent avant ceux des victimes et des innocents !* » Toutefois, dans sa pratique gouvernementale, Orban a su jusqu'ici céder à l'Union européenne quand il le fallait, pour ne pas voir remis en cause les fonds structurels dont dépend une partie de l'économie hongroise.

Une extrême droite incohérente...

À la deuxième place arrive le parti fasciste Jobbik. Avec 14,68 %, son score est toutefois inférieur à celui obtenu au scrutin législatif où il avait alors obtenu 20,66 % des voix. Cela est peut être dû, en partie, à la distance de son électorat vis-à-vis de la politique européenne.

Sa campagne a aussi été en partie incohérente. Alors que le Jobbik est une formation nationaliste et résolument anti-européenne - deux députés d'extrême droite (un Jobbik et un ex-Jobbik) avait décroché le 13 février le drapeau de l'UE au Parlement pour le jeter par la fenêtre - son euro-député sortant Béla Kovacs s'est récemment prononcé contre une sortie de l'Union européenne. Numéro trois sur la liste du Jobbik, ce même euro-député fut d'ailleurs accusé pendant la campagne

d'espionnage au profit de la Russie, sachant que le Jobbik adore (à l'instar de Marine Le Pen) le pouvoir de Poutine. Même le numéro un du parti, Gabor Vona, a fait partiellement campagne pour demander une égalisation des conditions économiques et sociales entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est, accusant l'UE, mais surtout le pouvoir de Viktor Orban de ne pas bien défendre les intérêts nationaux à l'intérieur de l'Union.

Le Jobbik, qui contrôle depuis décembre 2013 onze mairies devra examiner les possibilités de participer à la formation d'un groupe d'extrême droite au Parlement européen. Le 15 février dernier, le conseiller de Marine Le Pen aux affaires européennes - Ludovic de Danne - l'avait exclu de ce projet. Or, les partis autour du FN auraient suffisamment de sièges pour former un groupe à Strasbourg (il en faut au moins 25, le FN en compte 24 tout seul), mais ils doivent être issus de 7 pays différents. Ainsi, des alliances pourraient se former...

La gauche hongroise paye, elle, lourdement un triple handicap : ses divisions avant le scrutin européen, l'héritage stalinien du parti « socialiste » MSZP (10,92 % des voix exprimées dimanche), mais aussi l'héritage des politiques libérales des gouvernement « de gauche » d'avant 2010...

Bertold du Ryon

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 244 (29/05/2014). <http://www.npa2009.org/>